

# Le plus court chemin vers la paix passe par Jérusalem

## Partage international n° [220](#) - Décembre 2006

Interview de Riah Abu El-Assal par Adam Parsons

Mgr Riah Abu El-Assal est sans doute l'une des personnes les plus compétentes sur la question du Moyen-Orient. Evêque anglican depuis 1998, il se définit comme « cinq en un » : Palestinien, Arabe, chrétien, anglican et citoyen israélien, au service d'une des communautés les plus conflictuelles du monde - celle de Jérusalem. « *Ce n'est pas le diocèse le plus facile de la communion anglicane* », plaisante-t-il.

Après 41 années d'un ministère qui a couvert Israël, la Palestine, le Liban, la Jordanie et la Syrie, il a vécu comme chrétien palestinien au milieu d'une majorité de musulmans, et Arabe israélien dans une nation de juifs. Il a subi l'une des plus longues interdictions de voyager à l'étranger prononcée par Israël, a été accusé d'anti-sémitisme (alors que, Palestinien, il est lui-même sémite) et de représenter une menace pour la sécurité de l'Etat hébreux. Il a vu les derniers chrétiens plier bagage et quitter la Terre Sainte.

Pourtant, la solution qu'il propose est simple. Lors d'une rencontre avec Tony Blair, en septembre 2006, il a exhorté, pour la deuxième fois, le gouvernement britannique à soutenir la cause de Jérusalem. « *Le plus court chemin vers la paix au Proche-Orient, déclare-t-il, passe par Jérusalem. Une fois que la paix y régnera, elle s'étendra à l'ensemble du monde.* »

Lors d'une tournée d'entretiens et de conférences à Londres en octobre 2006, ce sexagénaire fascinant, parlant un anglais souvent poétique avec l'accent rocailleux du Moyen-Orient, a reconnu que, si son identité plurielle lui donne la possibilité rare de « *jeter un pont entre les deux communautés* », cette tâche requiert plus que les ressources de l'Eglise, ou même d'un simple individu. « *Etre pasteur, acteur du champ socio-politique, agent de liaison, collecteur de fonds pour faire tourner l'Eglise et ses institutions, être là avec d'autres pour faire avancer la cause de la paix, de la justice et de la réconciliation, être tout cela en même temps n'est en rien facile.* »

Dès les années 1970, sa connaissance intime de la situation lui avait valu d'être invité un peu partout dans le monde pour parler des causes de la guerre, des diverses solutions de paix, et du rôle que devraient y jouer l'Eglise et, d'une façon plus générale, la religion. « *Aujourd'hui, déplore-t-il, la dégradation de l'image des musulmans dans les autres cultures est telle qu'on ne me demande plus de parler de la paix, mais plus simplement de l'alternative coexistence/confrontation. Je suis pour la coexistence. Je ne crois pas que la confrontation apporte quoi que ce soit à la cause de la paix. Au contraire, comme le montre l'échec flagrant de la tentative du président Bush d'imposer une pax americana par les armes. On peut le constater chaque jour.* »

Il fait remonter le début de son combat pour la justice en Palestine à 1948, lorsque, alors âgé de onze ans, après avoir fui au Liban avec sa famille lors de la guerre israélo-arabe qui suivit la partition, il avait décidé de retourner chez lui sans sa famille, « *parce que c'était pour lui un droit absolu, son droit d'être humain* ». Malgré son jeune âge, continue-t-il, ses yeux étaient ouverts à la réalité de la situation. Parcourant des kilomètres à pied avec sa jeune sœur, traversant les frontières sous de fausses identités, il exigea et obtint de résider à Nazareth, où il est demeuré depuis. Nazareth, jusqu'alors petite bourgade endormie, vit sa population de 10 000 habitants, qui se connaissaient tous, passer pratiquement du jour au lendemain à près de 60 000.

### La partition de Jérusalem

On ne peut comprendre l'importance universelle que Riah Abu El-Assal attribue à Jérusalem si l'on ignore le statut unique que lui a conféré, en 1947, le plan de partition des Nations unies. Alors que ce plan définissait au cordeau les frontières entre régions arabes et juives, il faisait de Jérusalem un *corpus separatum*, une ville internationale ne faisant partie d'aucun des deux Etats, juif ou arabe, prévus par le traité. Ce dispositif avait pour but de préserver, pour reprendre les termes de Mgr Riah Abu El-Assal, « *la magnifique mosaïque* » que formaient l'ensemble des grandes religions du monde et de leur histoire commune. La partie orientale de Jérusalem, la vieille ville, est entourée d'un mur et répartie en quatre secteurs : le secteur musulman avec les mosquées ;

le quartier juif, avec plusieurs vieilles synagogues célèbres ; enfin les quartiers arménien à l'ouest, et chrétien, où se trouve l'église du Saint-Sépulcre. Mais la guerre finie, en 1949, ce plan n'a jamais vu le jour, et la ville s'est trouvée divisée en deux, la partie occidentale sous le contrôle d'Israël, et Jérusalem-Est sous celui de la Jordanie. Les résidents juifs furent immédiatement expulsés de la vieille ville, leur quartier rasé, beaucoup de synagogues détruites. Symétriquement, nombre de réfugiés palestiniens des régions limitrophes de Jérusalem-Ouest s'enfuirent dans la partie orientale. Jérusalem est devenue aujourd'hui « une ville divisée », un véritable creuset de factions hostiles, où la relative prospérité de la partie occidentale, fondée par Israël, fait contraste avec l'économie en loques de la zone orientale, qui, bien que destination touristique privilégiée, connaît un taux de chômage et une pauvreté dramatiques, une situation sanitaire désastreuse (ses égouts sont à ciel ouvert), enfin, une histoire et une actualité de discorde et de violence. « *Très peu de juifs viennent dans cette partie orientale, peu d'Arabes dans l'autre. A la frontière politique s'ajoute une frontière psychologique. La vieille ville retrouve parfois sa surpopulation familière, quand la situation se calme et qu'affluent touristes et pèlerins. Mais la moindre montée de tension y provoque des annulations en chaîne de séjours et de pèlerinages. Ce qui entraîne une situation de quasi banqueroute dans les Territoires, car les gens puisent alors dans leurs économies, ne serait-ce que pour payer leurs taxes professionnelles. Une sorte de réaction en chaîne, en quelque sorte, qui affecte l'ensemble de la communauté...* »

Cette situation remonte à la guerre des Six Jours, en 1967, quand Israël s'empara et établit sa souveraineté sur la totalité de Jérusalem, au mépris de la volonté de la communauté internationale et de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, condamnant cette invasion comme une violation du droit international. La question du statut de Jérusalem-Est devait en principe être négociée entre Palestiniens et Israéliens. Mais, en 1980, Israël déclara, dans une Loi fondamentale, Jérusalem « *capitale éternelle et indivise* » de l'Etat. Presque tous les Etats membres de l'Onu transférèrent alors leurs délégations et leurs représentations à Tel Aviv, en signe de protestation, bien que certaines institutions clés de l'Etat hébreu, comme la Knesset, restaient à Jérusalem. Nombre d'écrivains juifs écrivent aujourd'hui « *Jérusalem-est* » avec un « e » minuscule. Et « l'unification » de 1967 est devenue jour férié.

L'incertitude du statut de la ville se trouve aujourd'hui au cœur du conflit israélo-palestinien.

Pour l'Autorité nationale palestinienne, Jérusalem-Est sera la capitale de tout Etat palestinien futur, ce que rejette Israël, en faisant de Jérusalem « *une ville une et indivisible sous autorité israélienne* » et « *la capitale éternelle* » de son Etat. Celui-ci a annoncé en 1998 un plan controversé d'extension de la ville par l'annexion de vingt municipalités voisines, laissant en 2000 pour seule capitale alternative aux Palestiniens Abu Dis, petit village désolé servant de décharge municipale aux Israéliens.

« *Jérusalem est aujourd'hui fermée par le mur de séparation, continue Riah Abu El-Assal. Peu de gens peuvent y pénétrer. Il n'existe pas de libre passage. De sorte que sa partie orientale se meurt à petit feu, pour ainsi dire.* » Le mur controversé d'Israël, en construction depuis 2002, forme une barrière hermétique entre les districts arabes et israéliens de la ville et autour de la Rive occidentale. Il coupe des centaines de fermiers et de commerçants palestiniens de leurs champs et de leurs commerces, et plus de 200 000 Palestiniens des services de base, de leurs écoles et de leurs lieux de travail. Ce mur a été condamné par l'Onu et la Cour internationale de Justice, comme acte d'annexion et donc comme violation du droit international.

### **Vivre dans les territoires occupés**

Ne trouvant pas de mots assez forts pour décrire les conditions de vie en Cisjordanie et à Gaza, Riah Abu El-Assal évoque l'humiliation des points de contrôle, les routes éventrées, les vergers rasés et retournés, les centrales électriques détruites, l'hôpital de Gaza qui n'a même plus de lait en poudre... Et le silence complice de la communauté internationale. « *Il y a, dit-il, une communauté des pauvres. Pour certains d'entre eux, la mort est devenue préférable à la vie. Pourquoi vivre dans de telles conditions ?* »

Nombre des anecdotes que raconte Riah Abu El-Assal illustrent la dégradation des conditions de la vie de tous les jours dans les Territoires occupés. Ce jeune homme, par exemple, qui ne put se marier à l'église parce qu'il avait été rejeté à un check point. Ou lui-même, qui ne put célébrer un mariage à Ramallah qu'après avoir abandonné sa voiture, immobilisée par une colonne de blindés, une ambulance lui ayant alors fait faire le reste du trajet, toute sirènes hurlantes, après avoir convaincu un point de contrôle israélien qu'il était à l'article de la mort. « *Et j'ai un statut de diplomate, de VIP ! Vous imaginez ce qu'il en est pour les autres ?* », s'exclame-t-il.

Ce n'est qu'en connaissant ce contexte que l'on peut comprendre la vision simple et claire qu'il a de la situation. « *Tout le conflit du Moyen-Orient, affirme-*

t-il, tourne autour de la terre de Palestine, et de son centre, Jérusalem. Si nous parvenons à trouver le moyen de régler la question de Jérusalem, alors nous aurons résolu le problème dans son ensemble. Et une fois résolu en Palestine et en Israël, il le sera dans l'ensemble du monde arabe... Alors, la Palestine servira de pont avec le monde arabe, et le monde arabe avec la communauté musulmane mondiale. C'est pour cette raison que je dis que la paix, une fois établie à Jérusalem, s'étendra à la planète entière. » Pour cela, selon lui, il n'y a qu'une solution, et elle est dans les mains d'Israël : « Se retirer des Territoires occupés. Les rendre. Vivre et laisser vivre. C'est la seule façon d'avancer. Il n'y en a pas d'autre. »

### **Les conditions de la paix**

Le premier pas vers la paix passe par un retour d'Israël à ses frontières du 4 juin 1967, précise-t-il, c'est-à-dire au territoire qu'il occupait avant la guerre des Six Jours, par laquelle Israël s'empara de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem. « Des Juifs décideront peut-être de rester en Palestine. Ils pourront demander leur nationalisation. Je suis Arabe palestinien, et citoyen israélien. Que des Juifs veuillent continuer à vivre dans ce qui sera devenu la Palestine, où est le problème ? »

Le second pas, poursuit-il, sera la mise en place d'un groupe de travail chargé de plancher sur la création éventuelle d'une fédération ou d'une confédération entre Israël et la Palestine. Si cela se fait, les deux Etats pourront devenir « la Suisse du Moyen-Orient ». Sinon, la Terre Sainte, dans le meilleur des cas, se videra de ses natifs chrétiens, et « la foi vivante ne sera plus représentée que par des pierres mortes et des étrangers venus les garder ». C'est pour cette raison que la fameuse « feuille de route » qui a vu le jour en 2003, et qui garde le silence sur l'importance centrale de Jérusalem et refuse aux Palestiniens le droit au retour une fois reconnue l'indépendance de leur patrie, n'est guère plus qu'une « route sans carte et qu'une carte sans route ». Si l'on restitue un Etat autonome à la Palestine, plus de 80 % de la diaspora reviendra y vivre immédiatement.

« Nous ne pouvons rester à l'écart, et voir crucifier des gens, dit-il en référence aux personnages de l'Evangile qui ont assisté en silence à la mort de Jésus. Il est du devoir de l'Eglise de s'impliquer directement et positivement dans la recherche de la paix, de la justice, de la vérité, de la guérison, dans la recherche de la réconciliation... Notre mission est radicalement différente de celles des politiciens qui croient que la guerre peut conduire à la paix. Pour nous, seule la paix conduit à la paix. Le chemin de la

paix, c'est la paix... Il n'y en a pas d'autre. »

Mais l'Eglise ne pourra communiquer cette conception de la paix, ne pourra faire comprendre aux Palestiniens toute la complexité de la situation, que si elle partage avec eux leur vie de tous les jours. « Quels sont les faits ? Personne ne les connaît, déplore-t-il. Ce qu'en dit la presse occidentale tiendrait sur une carte postale ! De temps en temps, quand il y a des milliers de morts, elle en parle, éventuellement. Mais autrement... Par exemple hier [en octobre 2006], 17 Palestiniens ont été tués à Gaza, personne n'en a entendu parler ; même chose pour la veille, pour l'avant-veille, etc. Je crois qu'il fait partie de la mission de l'Eglise de dire au monde ce qui se passe, de façon à ce qu'il reconsidère sa position et qu'il pousse à mettre fin à ce massacre, à cette souffrance et à cette mort. »

Et il faut commencer par l'éducation des enfants, affirme Riah Abu El-Assal. En 1996, il a lancé un lycée multiconfessionnel à Nazareth, accueillant aussi bien des musulmans que des chrétiens, et dont les professeurs exhortent constamment leurs élèves à traiter par des moyens pacifiques les questions auxquelles est confronté le pays.

Cette initiative a connu un tel succès - le nombre des lycéens est passé de 170 à 1 400 en dix ans et l'école tient la comparaison avec les meilleures écoles israéliennes - qu'il s'est mis à rêver de créer la première école du Moyen-Orient qui accueillerait dès l'âge de trois ans des élèves chrétiens, musulmans et juifs.

« Pour le moment, l'éducation ne fait que renforcer la ségrégation, explique-t-il. Il n'y a que des écoles pour juifs, des écoles pour Arabes. On en trouve bien quelques-unes qui reçoivent des chrétiens et des musulmans, mais aucune des juifs et des musulmans. Si nous laissons grandir nos jeunes jusqu'à 17-18 ans, puis aller à l'université sans rien changer à cet état de fait, ils ne seront pas en mesure d'établir entre eux des relations normales. Nous voulons leur apprendre dès leur plus jeune âge à rencontrer les autres, à reconnaître « l'altérité de l'autre ». Ce faisant, nous toucherons les familles. On construira cette école entre les « deux Nazareths », entre les secteurs arabe et israélien. Les enfants de trois ans ne viennent pas à l'école seuls ; ils amènent leurs parents. Et les réunions de parents, la journée des parents donneront aux adultes des différentes communautés l'occasion de se rencontrer, de célébrer ensemble leurs différentes fêtes. »

Il est facile d'oublier, quand on parle avec quelqu'un d'aussi passionné et politiquement engagé que Mgr

Riah Abu El-Assal, qu'il est membre de haut rang de la hiérarchie chrétienne, proche de l'archevêque de Canterbury. Ses paroles se rapportent toutes aux questions d'identité, d'appartenance et d'ethnicité, que l'on retrouve aux racines même des nombreuses guerres d'aujourd'hui. Mais les solutions qu'il propose se caractérisent toutes par un humanisme fondamental, une simplicité, une authenticité et une absence d'agressivité qui vont de pair avec son leitmotiv : « *La coexistence, non la confrontation.* » S'il reconnaît que la situation empire, il ajoute immédiatement que « *les heures les plus sombres de*

*la nuit sont celles qui précèdent l'aube... Il n'a jamais fait aussi sombre qu'aujourd'hui, et je crains que l'obscurité ne s'épaississe encore un peu plus avant la venue de l'aube. Mais je ne perds jamais espoir. Jamais. Nous ne le pouvons pas.* »

Israël **Auteur** : Adam Parsons,

**Thématiques** : [peuples et traditions](#), [politique](#)

**Rubrique** : [Entretien](#) ()